

Jean-Pierre Digard, *L'Animalisme est un anti-humanisme*

Florence Burgat

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/33751>

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2019

Pagination : 199-200

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Florence Burgat, « Jean-Pierre Digard, *L'Animalisme est un anti-humanisme* », *L'Homme* [En ligne], 229 | 2019, mis en ligne le 01 mars 2019, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/33751>

Jean-Pierre Digard
L'Animalisme est un anti-humanisme
 Paris, CNRS Éd., 2018, 128 p., bibl., gloss.

C E LIVRE est composé de trois parties – « Les rapports humains-animaux et leur évolution » ; « Les mutations des sensibilités, de l'animalitaire à l'animalisme » ; « Les mensonges de l'animalisme » – et d'un bref programme : « Résister, comment ? ». Notons qu'aucune donnée sur la condition animale n'y figure, alors que celle-ci motive le mouvement animaliste, et que l'humanité n'a jamais autant maltraité et tué d'animaux qu'aujourd'hui.

Selon Jean-Pierre Digard, « l'explosion du phénomène "animaux de compagnie" » (p. 16) serait à l'origine d'un « idéal de sous-utilisation voire de non-utilisation des animaux » (p. 19). Vivre avec des animaux familiers engendrerait un « prisme déformant » (p. 20) conduisant à considérer que tout animal devrait avoir le droit de vivre sa vie, et non d'être systématiquement voué à l'engraissement, au dressage, à l'abattage. Cette vue aurait « contaminé » (p. 55) l'éthologie, tenue en piètre estime par l'auteur (p. 56), mais également l'anthropologie (p. 59). Aussi déplore-t-il que certains travaux puissent offrir « une caution et un lustre inespérés » (p. 59) à l'animalisme. Il est facile de rétorquer que pour savoir qui ils sont, seule vaut l'observation d'animaux susceptibles de manifester un comportement, ce qui est le cas des animaux de compagnie et

des animaux sauvages, et non de ceux qui sont confinés, dans les élevages notamment.

Jean-Pierre Digard n'étaye pas la thèse *a priori* – et qui aurait donc mérité quelques développements – selon laquelle « l'animalisme est un anti-humanisme ». Il déclare en revanche d'emblée que ce sont aux « faits » et à leur « matérialité » (p. 11) qu'il donnera le premier et le dernier mot ; ce sont eux qui disent ce qui doit être. Les sociétés devraient-elles s'immobiliser dans leurs pratiques, quelles qu'elles soient et quelle que soit l'évolution des idées les concernant ? À l'instar des filières de production, il pense que les « débouchés » économiques, pour les animaux domestiques, doivent rester leurs « produits » (lait, viande, œufs, cuir, etc.) et leurs « utilisations » (corrida, équitation, etc.) (p. 91).

Ni analyse des concepts ni débat d'idées dans ce livre, ou plutôt ce libelle, tant il est injurieux et violent. Que l'on en juge : « L'idéologie animaliste » répand une « propagande » (p. 40) « mensongère » (p. 65) et « obscurantiste » (p. 75) ; ses méthodes sont les « petites supercheries » et les « techniques trompeuses » (p. 66), quand elle ne recourt pas à de « véritables supercheries » (p. 76) ; ses sources sont des « sondages plus ou moins bidons » (pp. 79, 96 *sqq.* – le mot « bidon », qui revient souvent, pourrait bien être celui

que le lecteur gardera en tête). Puis vient l'argument décisif : « Hitler était végétarien et aucun régime politique n'eut une législation plus favorable aux animaux que le III^e Reich » (p. 78). Jean-Pierre Digard n'est pas à jour dans ses lectures, car ces éléments ont été démentis. Premièrement, pour l'amateur de saucisses et de gibier qu'était Hitler, s'abstenir de ces viandes était dicté par des raisons médicales. Deuxièmement, c'est l'Angleterre qui, la première, légiféra en Europe pour établir un droit animalier¹. La loi nazie ne fit donc que reprendre des dispositions antérieures, lesquelles, comme dans toutes les législations du monde, se bornaient à condamner les « souffrances inutiles » à la finalité d'un acte².

La question qui taraude l'auteur est celle-ci : comment une idéologie bidonnée parvient-elle à faire plier non seulement la presse (pp. 39 *sqq.*), mais encore le législateur (pp. 30 *sqq.*) et les institutions (pp. 42 *sqq.*) ? D'où un groupuscule composé de menteurs et de faibles d'esprit tire-t-il une telle force ? Jean-Pierre Digard a la réponse : « Dans cet organe à fabriquer du sens qu'est le cerveau, les émotions, qui sont spontanées, tendent à l'emporter sur le raisonnement » (p. 99). L'explication, courte, nous tient loin du débat de fond que le lecteur est en droit d'attendre d'un anthropologue.

Relevons, enfin, quelques erreurs alors que la « vérité » et la « rigueur méthodologique » (p. 10 et p. 100) animent cet auteur. Il range Heidegger parmi les philosophes qui ont témoigné de la compassion envers les animaux (p. 76), or son cours sur l'animalité rassemble les pages les plus réductionnistes en l'occurrence³. Rousseau est loué pour avoir « célébré "le propre de l'Homme" » (*id.*), or, si Rousseau établit, en effet, une distinction radicale entre l'homme et les animaux, qui tient dans la liberté de différer des règles de la nature, il est aussi celui qui dégage le critère fondant non seulement les droits des humains mais encore les droits des animaux : la sensibilité⁴ ! C'est, comment l'ignorer, dans le sillage de Rousseau que Claude Lévi-Strauss inscrit sa propre cri-

tique d'un humanisme borné à l'humain, et qu'il réclame une attention aux autres êtres vivants et des droits en leur faveur⁵. Enfin, la leçon donnée aux « philosophes animalistes », qui « attribuent à tort à Descartes confondu avec Nicolas Malebranche (1638-1715) » (p. 28) la thèse de l'animal-machine, tombe à plat. Car c'est bien Descartes (1596-1650) qui, dans le cadre d'un dualisme strict des substances, range les animaux du côté de la *res extensa* et théorise ce que la postérité nommera l'« animal-machine »⁶.

Ces pages, bien souvent haineuses, réjouiront peut-être certains soutiens des « filières animales », mais laisseront sur sa faim tout lecteur curieux du mouvement animaliste.

Florence Burgat

1. Cf. le Martin's Act, voté en 1822 par le Parlement du Royaume-Uni.

2. Cf. Élisabeth Hardouin-Fugier : « Un recyclage français de la propagande nazie : la protection législative de l'animal », *Écologie & Politique*, 2002, 24 : 51-70 ; et « Naissance de la protection animale dans le droit européen », in Jean-Pierre Marguénaud & Olivier Dubos, eds, *Les Animaux et les droits européens. Au-delà de la distinction entre les hommes et les choses*, Paris, Pédone, 2009 : 21-34.

3. Cf. Martin Heidegger, *Les Concepts fondamentaux de la métaphysique : Monde-Finitude-Solitude. Cours professé à l'Université de Fribourg-en-Brisgau pendant le semestre d'hiver 1929-1930*, trad. de l'allemand par Daniel Panis et éd. par Friedrich-Wilhelm von Herrmann, Paris, Gallimard, 1992 (« Bibliothèque de philosophie. Série Œuvres de Martin Heidegger ») : 265-396.

4. Cf. Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* [1755], in *Œuvres complètes*, 3. *Du Contrat social. Écrits politiques*, éd. par Bernard Gagnebin et Marcel Raymond, Paris, Gallimard, 1964 (« Bibliothèque de la Pléiade ») : 124-126 et 141-142, notamment.

5. Cf. Claude Lévi-Strauss : « Jean-Jacques Rousseau, fondateur des sciences de l'homme », in *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon, 1962 : 45-56 ; et « Réflexions sur la liberté [1976] », in *Le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983 : 371-382.

6. Cf. notamment René Descartes, *Discours de la méthode* [1637], in *Œuvres philosophiques*, 1. 1618-1637, éd. par Ferdinand Alquié, Paris, Garnier Frères, 1963 (« Classiques Garnier ») : 618-632.